

## COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER

Séance du 25 septembre 2008

L'an deux mille huit et le vingt-cinq du mois de septembre, à 9h 00, s'est réunie la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de l'Indre en sa composition fixée par arrêté du Président du Conseil Général en date du 28 juillet 2008, sous la présidence de Monsieur Jean-Charles BOURRIER, Président titulaire.

Sur convocation du Président, étaient présents :

Monsieur Michel BRUN, Conseiller Général de LEVROUX  
Monsieur Michel APPERT, Conseiller Général de NEUVY-SAINT-SEPULCRE  
Monsieur Philippe AUBRUN-SASSIER, Maire de LACS  
Monsieur Eric BERGOUGNAN, Maire de VILLERS-LES-ORMES  
Monsieur Bernard CARROY, propriétaire bailleur, membre suppléant de la Commission  
Monsieur Jean-Claude ROBIN, propriétaire bailleur, membre suppléant de la Commission  
Monsieur Hubert PONROY, propriétaire exploitant, membre titulaire de la Commission  
Monsieur Daniel ROGER, propriétaire exploitant, membre titulaire de la Commission  
Monsieur William PETERS, exploitant preneur, membre titulaire de la Commission  
Madame Dominique CHARPENTIER, personne qualifiée pour les problèmes liés à la protection de la nature, membre titulaire de la Commission  
Monsieur Bertrand VIVIER, représentant la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Indre  
Monsieur Hervé SOYER, représentant la Confédération Paysanne de l'Indre  
Madame Jeanne CHEVROU, représentant Monsieur le Chef du Service Juridique de la Direction Générale des Services au Conseil Général de l'Indre  
Monsieur Bernard MERLE, Directeur de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Economie Rurale au Conseil Général de l'Indre  
Madame Karine CAMPGUILHEM, Directrice Adjointe de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Economie Rurale au Conseil Général de l'Indre  
Monsieur Christophe LUMET, Chef de la Cellule Aménagement Foncier de la Direction de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Economie Rurale  
Monsieur Charles GUILLOTEAU, du Comité de Tourisme de l'Indre  
Monsieur Daniel CALAME, représentant Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Indre

Représentation forestière :

Monsieur Franck JARRY, représentant Monsieur le Directeur de l'Office National des Forêts  
Monsieur Henri DARNE, propriétaire forestier, membre suppléant de la Commission  
Monsieur Michel MARTIN, propriétaire forestier, membre titulaire de la Commission  
Monsieur Jean-Paul MOREAU, Maire de CONDE

Faisant fonction de Secrétaire :

Madame Monique LESSAULT, secrétaire administrative au Conseil Général

Absents excusés :

Monsieur Paul PLEUCHOT, Conseiller Général de SAINTE-SEVERE  
 Monsieur Jean-Louis CAMUS, Conseiller Général de MEZIERES-EN-BRENNE  
 Monsieur Jean-Louis SIMOULIN, Conseiller Général de SAINT-GAULTIER  
 Monsieur Jean PETITPRETRE, Conseiller Général d'ARDENTES  
 Monsieur Charles de LA GUERRANDE, propriétaire bailleur, membre titulaire de la Commission  
 Monsieur Dominique BIAUNIER, exploitant preneur, membre titulaire de la Commission  
 Monsieur Denis GALLIENNE, exploitant preneur, membre suppléant de la Commission  
 Monsieur Jean-Pierre FONBAUSTIER, personne qualifiée pour les problèmes liés à la protection de la nature, membre titulaire de la Commission  
 Monsieur Laurent RIOLLET, personne qualifiée pour les problèmes liés à la protection de la nature, membre suppléant de la Commission  
 Monsieur Thierry BOIRON, représentant la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de l'Indre  
 Monsieur Laurent THOMAS, Maire de MEUNET-PLANCHES, membre titulaire de la Commission

\*\*\*\*\*

Monsieur le Président ouvre la séance et constate que la Commission, exceptionnellement élargie aux représentants forestiers, réunit les conditions nécessaires pour délibérer valablement.

Après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux membres, Monsieur BOURRIER rappelle que la Commission siège pour la première fois dans sa formation constituée par le Conseil Général et dans les locaux de l'Hôtel du Département. Il ajoute qu'en ce qui concerne l'aménagement foncier dans son ensemble, les services de l'Etat s'effacent maintenant pour faire place à ceux du Département.

Monsieur le Président invite ensuite les personnes désignées par Monsieur le Président du Conseil Général à se présenter.

Puis, Monsieur BOURRIER évoque le jour où Monsieur Eric NEGRON, Président du Tribunal de Grande Instance de Châteauroux, lui a demandé de lui succéder à la présidence de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier. Il souligne qu'en sa qualité de commissaire-enquêteur - et également à titre personnel - il connaissait déjà à cette époque le rôle de cette Commission dans les procédures de remembrement, mais qu'il ignorait tout de sa composition. Il souligne que le nombre et la diversité des origines professionnelles de ses membres l'ont étonné.

Monsieur BOURRIER rend hommage au travail réalisé par les membres de l'ancienne Commission, membres dont il a pu apprécier le sérieux et le sens des

responsabilités, et se déclare heureux de les retrouver en grande partie dans la Commission renouvelée.

Il donne ensuite la parole à Monsieur LUMET, qui rappelle l'importance du rôle de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier, notamment lorsqu'elle doit statuer sur les réclamations relatives au projet parcellaire. Il rappelle que, si la procédure est maintenant toute entière de la compétence du Département, l'Etat conserve néanmoins ses prérogatives régaliennes, notamment en matière de Loi sur l'Eau et d'environnement. C'est toujours au Préfet qu'il revient de fixer les prescriptions dont devront tenir compte les Commissions Communales et Départementale d'Aménagement Foncier quand elles réfléchiront sur le projet parcellaire et les travaux connexes.

Monsieur LUMET indique que les membres représentant la propriété forestière au sein de la nouvelle Commission ont été invités à double titre : il convenait d'une part de les associer à la première prise de contact de la nouvelle formation et, d'autre part, de recueillir leur avis sur l'un des principaux points de l'ordre du jour, à savoir le projet d'échange amiable multilatéral d'immeubles ruraux sur la commune de SAINT-AIGNY, lequel comprend des zones boisées.

Monsieur le Président remercie Monsieur LUMET, puis rappelle l'ordre du jour de la séance :

I – Situation des opérations d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier

II – Présentation d'un projet d'échange amiable multilatéral par acte administratif

III – Fixation du seuil de tolérance en matière d'équivalence dans le cadre des Aménagements Fonciers Agricoles et Forestiers

IV – Conditions de cessions sous seing privé de petites parcelles dans un périmètre d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier

V – Délégations de signatures

VI – Situation des divisions de parcelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006

VII – Situation des échanges amiables d'immeubles ruraux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006

VIII – Questions diverses

### III – TOLERANCES EN MATIERE D'EQUIVALENCE ENTRE DIFFERENTES NATURES DE CULTURE DANS LE CADRE DES AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS

Monsieur LUMET rappelle à la Commission les dispositions de l'article L 123-4 du Code Rural, lequel stipule que « *Chaque propriétaire doit recevoir, par la nouvelle distribution, une superficie globale équivalente, en valeur de productivité réelle, à celle des terrains qu'il a apportés, ...* » et que « *Sauf accord exprès des intéressés, l'équivalence en valeur de productivité réelle doit, en outre, être assurée par la commission communale dans chacune des natures de culture qu'elle aura déterminées. Il peut toutefois être dérogé, dans les limites qu'aura fixées la commission départementale pour chaque région agricole du département, à l'obligation d'assurer l'équivalence par nature de culture.* »

*La commission départementale détermine, à cet effet :*

*1° Après avis de la chambre d'agriculture, des tolérances exprimées en pourcentage des apports de chaque propriétaire dans les différentes natures de culture et ne pouvant excéder 20 p. 100 de la valeur des apports d'un même propriétaire dans chacune d'elles ;*

*2° La surface en dessous de laquelle les apports d'un propriétaire pourront être compensés par des attributions dans une nature de culture différente : cette surface ne peut excéder 80 ares..... »*

Monsieur LUMET précise que la Commission Départementale d'Aménagement Foncier « Etat » avait, en sa séance du 14 janvier 2002 et après avoir recueilli l'avis exprimé par la Chambre d'Agriculture dans son courrier du 11 janvier 2002, confirmé le maintien à 20 % du seuil de tolérance entre apports et attributions de chaque propriétaire dans les différentes natures de culture, la superficie en dessous de laquelle les apports d'un propriétaire pouvaient être compensés par des attributions dans une nature de culture différente étant, quant à elle, fixée à 50 ares ou 1 % de la surface minimum d'installation (si celle-ci est supérieure à 50 hectares).

Monsieur LUMET rappelle par ailleurs que la tolérance admise entre apports et attributions au sein d'un même compte de propriété s'élève à 10 % en superficie et à 1 % en valeur de productivité.

Il signale que la Chambre d'Agriculture, par courrier en date du 23 septembre 2008, a confirmé que « *les tolérances exprimées en pourcentage des apports de chaque propriétaire dans les différentes natures de culture ne pourront pas excéder 20 % de la valeur des apports d'un même propriétaire dans chacune d'elles ; la surface au-dessous de laquelle les apports d'un propriétaire pourront être compensés par des attributions dans une nature de culture différente ne peut excéder 50 ares pour l'ensemble du département, cette disposition n'étant pas applicable, sans leur accord exprès, aux propriétaires dont les apports ne comprennent qu'une seule nature de culture.* »

Monsieur LUMET indique qu'en application des dispositions de l'article L 123-4 du Code Rural, la Commission instituée par le Conseil Général est aujourd'hui appelée à se prononcer à son tour sur les chiffres qu'elle souhaite retenir.

La Commission, s'estimant suffisamment informée,

. considérant les dispositions de l'article L 123-4 du Code Rural,

. considérant l'avis de la Chambre d'Agriculture de l'Indre,

après en avoir délibéré, décide :

. de maintenir à 20 % le seuil de tolérance entre apports et attributions de chaque propriétaire dans les différentes natures de culture,

. de maintenir à 50 ares la superficie en dessous de laquelle les apports d'un propriétaire pourront être compensés par des attributions dans une nature de culture différente.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les régions naturelles du département.

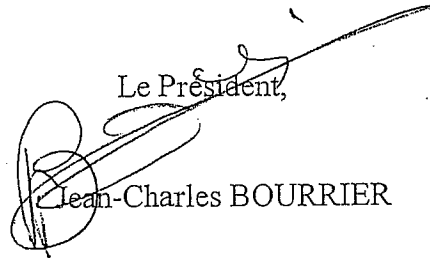
L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président déclare la séance levée le jeudi 25 septembre 2008 à 10 h 30.

Il a ensuite été dressé le présent procès-verbal qu'ont signé le Président et la Secrétaire.

La Secrétaire,

  
Monique LESSAULT

Le Président,

  
Jean-Charles BOURRIER